

THREAT HIGHLIGHT

ITAC

CIET

Integrated Terrorism Assessment Centre

Centre intégré d'évaluation du terrorisme

CRITICAL INCIDENT

TH 17/12-Revised // 2017-01-30

SECRET

Shooting at Quebec-city Mosque possibly motivated by hate

TERRORISM THREAT LEVELS FOR CANADA

remains at MEDIUM

According to open sources, on 2017-01-29, Alexandre Bissonnette attacked the congregants of a mosque in Quebec City before fleeing the scene and subsequently turning himself in to police, apparently out of regret. Open sources also indicated that during the attack, which was initially labelled as a terrorist attack on Muslims, Bissonnette had an assault rifle (AK 47).

Bissonnette was not previously known to police.

According to open sources, Bissonnette's online presence has not been linked to Islamic extremism, rather he has been revealed to follow a wide range of interests on social media. Some of Bissonnette's social media interests include the leader of France's National Front political party on whose support he has been vocal, and other Quebec-based nationalists.

Alexandre Bissonnette



Source: Facebook.com

In mid-2016, the same mosque was targeted in a hate incident. An unknown individual left a gift-wrapped pig's head on the stairs. In November-2015, a video began circulating online of a male stating that Muslims in Quebec would be killed soon. Although no one was arrested in connection with the pig's head, a Montreal-based man, was arrested in connection with the video.

On 2009-07-25, open sources reported on the funeral of a Canadian armed forces member based in Quebec City, who was killed by a landmine while serving in Afghanistan. During the funeral, a childhood friend named Alexandre Bissonnette, "stood outside the church clutching a Canadian flag and a photo of [the soldier] in his army uniform."

ASSESSMENT NOTE

This assessment is based on open sources.

Terrorism Threat Level for Canada

Canada

MEDIUM ↔

ITAC assesses that a violent act of terrorism *in Canada*

could occur.


PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION





THREAT LEVEL // DEFINITIONS

| Threat levels:  raised  lowered  remains | |
|---|---|
| CRITICAL | ITAC assesses that a violent act of terrorism is HIGHLY LIKELY and COULD OCCUR IMMINENTLY . |
| HIGH | ITAC assesses that a violent act of terrorism is LIKELY . |
| MEDIUM | ITAC assesses that a violent act of terrorism COULD OCCUR . |
| LOW | ITAC assesses that a violent act of terrorism is POSSIBLE BUT UNLIKELY . |
| VERY LOW | ITAC assesses that a violent act of terrorism is HIGHLY UNLIKELY . |

ITAC uses both quantitative and qualitative analysis in applying terrorism threat levels. The setting of threat levels is determined by several factors including current intelligence, recent events, as well as the intent, capabilities, and attack frequency of terrorist groups. ITAC cautions that the information may be incomplete and, regardless of the threat level applied, a violent act of terrorism may occur with little or no warning.

HANDLING INSTRUCTIONS

This document is the property of the Integrated Terrorism Assessment Centre (ITAC). Prepared by ITAC, it is derived from various sources with information effective as of the date of publication. It is provided to your agency/department in confidence and may be further disseminated by your agency/department to those with appropriate security clearances and appropriate security systems to retain the information. It must not be reclassified or reused in any way, in whole or in part, without the consent of the originator.

Any feedback should be directed via  email to:
Internal Users: // External Users: 

This document constitutes a record which may be subject to mandatory exemption under the *Access to Information Act* or the *Privacy Act*. The information or intelligence may also be protected by the provisions of the *Canada Evidence Act*. The information or intelligence must not be disclosed or used as evidence without prior consultation with ITAC.



APERÇU DE LA MENACE

CIET

ITAC

Centre intégré d'évaluation du terrorisme

Integrated Terrorism Assessment Centre

INCIDENT CRITIQUE

TH 17/12-F // 2017-02-01

SECRET

La haine est peut-être le mobile de la fusillade dans une mosquée de Québec

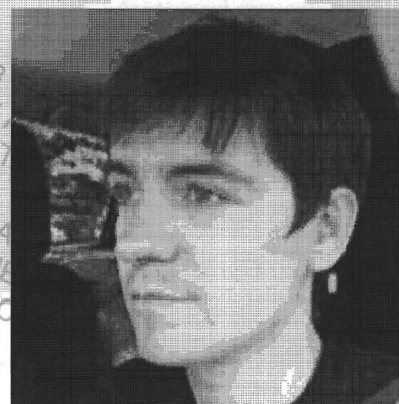
LE NIVEAU DE MENACE TERRORISTE POUR LE **CANADA**

demeure à **MODÉRÉ**

D'après des sources ouvertes, le 2017 01 29, Alexandre Bissonnette a attaqué des membres de la communauté religieuse d'une mosquée de Québec avant de prendre la fuite. Il s'est ensuite rendu aux policiers, apparemment pris de remords. Toujours selon des sources ouvertes, Bissonnette a utilisé un fusil d'assaut (AK 47) pour perpétrer l'attaque, d'abord qualifiée d'attaque terroriste contre des musulmans.

Bissonnette n'était pas connu des services de police. D'après des sources ouvertes, Bissonnette ne consultait pas de sites Web liés à l'extrémisme islamique, mais était abonné à de multiples comptes de médias sociaux, notamment celui de la chef du Front national de France (parti politique qu'il a appuyé publiquement) et ceux de nationalistes.

Alexandre Bissonnette



Source : Facebook.com

Au milieu de 2016, la même mosquée avait été la cible d'un acte haineux. Un inconnu avait déposé sur les marches de la mosquée une tête de cochon dans un emballage cadeau. En novembre 2015, une vidéo avait commencé à circuler en ligne montrant un homme déclarant que des musulmans au Québec trouveraient bientôt la mort. Il n'y a eu aucune arrestation relativement à l'incident de la tête de cochon, mais un homme à Montréal, a été arrêté en lien avec la vidéo.

Le 2009 07 25, les médias ont fait état des funérailles d'un membre des Forces armées canadiennes de Québec, qui avait été tué par une mine terrestre pendant une mission en Afghanistan. Durant les funérailles, un dénommé Alexandre Bissonnette, ami d'enfance du soldat, se tenait debout à l'extérieur de l'église avec, en mains, un drapeau canadien et une photo du soldat vêtu de son uniforme.

NOTA :

La présente évaluation repose sur des informations de sources ouvertes.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

Menace terroriste au Canada

Canada

MODÉRÉE ↔

estime qu'un acte de violence terroriste pourrait être posé au Canada.

Le CIET

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION



NIVEAUX DE LA MENACE // DÉFINITIONS

Le niveau : est haussé est baissé demeure

CRITIQUE

Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est
TRÈS PROBABLE ET POURRAIT ÊTRE IMMINENT.

ÉLEVÉ

Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est
PROBABLE.

MODÉRÉ

Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste
POURRAIT ÊTRE POSÉ.

FAIBLE

Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est
POSSIBLE MAIS PEU PROBABLE.

TRÈS FAIBLE

Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est
TRÈS PEU PROBABLE.

Le CIET effectue une analyse quantitative et qualitative pour déterminer les niveaux de la menace terroriste. Plusieurs facteurs interviennent dans la détermination du niveau de menace dont les renseignements disponibles, les événements récents ainsi que l'intention des groupes terroristes, leurs moyens et la fréquence des attentats qu'ils commettent. Le CIET prévient cependant que les informations peuvent être incomplètes et que, quel que soit le niveau de menace, un acte de violence terroriste peut être perpétré sans avertissement ou presque.

MISE EN GARDE

Le présent document est la propriété du Centre intégré d'évaluation du terrorisme (CIET) et a été préparé par celui-ci. Il s'appuie sur des informations qui proviennent de diverses sources et qui sont valables à la date de publication. Il est fourni à votre organisme ou ministère à titre confidentiel et peut être communiqué directement par votre organisme ou ministère aux personnes qui possèdent la cote de sécurité nécessaire et les systèmes de sécurité appropriés pour conserver ces informations. Il ne doit être ni reclassifié ni réutilisé, de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie, sans le consentement de l'expéditeur.

Les observations doivent être acheminées par courriel aux adresses suivantes :
Destinataires à l'interne : // Destinataires à l'externe :

Le présent document peut faire l'objet d'une exception aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. On pourra également s'opposer à la communication des informations ou des renseignements qu'il contient en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*. Ces informations ou renseignements ne doivent être ni communiqués ni utilisés comme preuve sans consultation préalable du CIET.

THREAT HIGHLIGHT

ITAC

Integrated Terrorism Assessment Centre

CIET

Centre intégré d'évaluation du terrorisme

CRITICAL INCIDENT

TH 17/14-E // 2017-01-31

UNCLASSIFIED
For Official Use Only

Shooting at Quebec-city Mosque possibly motivated by hate

TERRORISM THREAT LEVELS
FOR **CANADA**
remains at **MEDIUM**

According to open sources, on 2017 01 29, Alexandre Bissonnette attacked the congregants of a mosque in Quebec City before fleeing the scene and subsequently turning himself in to police, apparently out of regret. Open sources also indicated that during the attack, which was initially labelled as a terrorist attack on Muslims, Bissonnette had an assault rifle (AK 47). A second person was also arrested at the scene but is now considered a witness rather than a suspect.

Bissonnette was not previously known to police. According to open sources, Bissonnette's online presence has not been linked to Islamic extremism, rather he has been revealed to follow a wide range of interests on social media. Some of Bissonnette's social media interests include the leader of France's National Front political party on whose support he has been vocal, and other Quebec-based nationalists.

In mid-2016, the same mosque was targeted in a hate incident. An unknown individual left a gift-wrapped pig's head on the stairs. In November-2015, a video began circulating online of a male stating that Muslims in Quebec would be killed soon. Although no one was arrested in connection with the pig's head, a Montreal-based man was arrested in connection with the video. No link has been made between either of these past incidents at the mosque and Bissonnette's attack.

On 2009 07 25, open sources reported on the funeral of a Canadian armed forces member based in Quebec City, who was killed by a landmine while serving in Afghanistan. During the funeral, a childhood friend named Alexandre Bissonnette, "stood outside the church clutching a Canadian flag and a photo of [the soldier] in his army uniform."

Alexandre Bissonnette



Source: Facebook.com

ASSESSMENT NOTE

based on open sources.

This assessment is

DEFINITIONS and HANDLING INSTRUCTIONS are located at the last page.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

Terrorism Threat Level for Canada

Canada MEDIUM ↔

ITAC




assesses that a violent act of terrorism in Canada could occur.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION



THREAT LEVEL // DEFINITIONS

| Threat levels:  raised  lowered  remains | |
|---|---|
| CRITICAL | ITAC assesses that a violent act of terrorism is HIGHLY LIKELY and COULD OCCUR IMMINENTLY . |
| HIGH | ITAC assesses that a violent act of terrorism is LIKELY . |
| MEDIUM | ITAC assesses that a violent act of terrorism COULD OCCUR . |
| LOW | ITAC assesses that a violent act of terrorism is POSSIBLE BUT UNLIKELY . |
| VERY LOW | ITAC assesses that a violent act of terrorism is HIGHLY UNLIKELY . |

ITAC uses both quantitative and qualitative analysis in applying terrorism threat levels. The setting of threat levels is determined by several factors including current intelligence, recent events, as well as the intent, capabilities, and attack frequency of terrorist groups. ITAC cautions that the information may be incomplete and, regardless of the threat level applied, a violent act of terrorism may occur with little or no warning.

HANDLING INSTRUCTIONS

This document is the property of the Integrated Terrorism Assessment Centre (ITAC). Prepared by ITAC, it is derived from various sources with information effective as of the date of publication. It is provided to your agency/department in confidence and may be further disseminated by your agency/department to those with the need to know. It must not be reused in any way, in whole or in part, without the consent of the originator.

Any feedback should be directed via email to ITAC at

This document constitutes a record which may be subject to mandatory exemption under the Access to Information Act or the Privacy Act. The information or intelligence may also be protected by the provisions of the Canada Evidence Act. The information or intelligence must not be disclosed or used as evidence without prior consultation with ITAC.

APERÇU DE LA MENACE

CIET

ITAC

Centre intégré d'évaluation du terrorisme

Integrated Terrorism Assessment Centre

INCIDENT CRITIQUE

TH 17/14-F // 2017-01-31

NON CLASSIFIÉ

Réservé à des fins officielles seulement

La haine est peut-être le mobile de la fusillade dans une mosquée de Québec

LE NIVEAU DE MENACE TERRORISTE POUR LE **CANADA**

demeure à **MODÉRÉ**

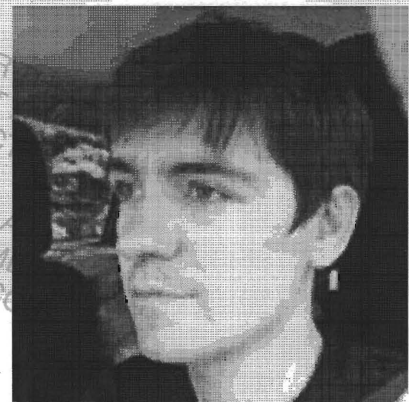
D'après des sources ouvertes, le 2017 01 29, Alexandre Bissonnette a attaqué des membres de la communauté religieuse d'une mosquée de Québec avant de prendre la fuite. Il s'est ensuite rendu aux policiers, apparemment pris de remords. Toujours selon des sources ouvertes, Bissonnette a utilisé un fusil d'assaut (AK 47) pour perpétrer l'attaque, d'abord qualifiée d'attaque terroriste contre des musulmans. Une autre personne arrêtée sur les lieux est maintenant considérée comme un témoin plutôt qu'un suspect.

Bissonnette n'était pas connu des services de police. D'après des sources ouvertes, Bissonnette ne consultait pas de sites Web liés à l'extrémisme islamique, mais était abonné à de multiples comptes de médias sociaux, notamment celui de la chef du Front national de France (parti politique qu'il a appuyé publiquement) et ceux de nationalistes au Québec.

Au milieu de 2016, la même mosquée avait été la cible d'un acte haineux. Un individu inconnu avait déposé sur les marches de la mosquée une tête de cochon dans un emballage cadeau. En novembre 2015, une vidéo avait commencé à circuler en ligne montrant un homme déclarant que des musulmans au Québec trouveraient bientôt la mort. Il n'y a eu aucune arrestation relativement à l'incident de la tête de cochon, mais un homme à Montréal a été arrêté en lien avec la vidéo. Aucun lien n'a été établi entre l'un ou l'autre de ces incidents et l'attaque commise par Bissonnette.

Le 2009 07 25, les médias ont fait état des funérailles d'un membre des Forces armées canadiennes originaire de Québec, qui avait été tué par une mine terrestre pendant une mission en Afghanistan. Durant les funérailles, un dénommé Alexandre Bissonnette, ami d'enfance du soldat, se tenait debout à l'extérieur de l'église avec, en mains, un drapeau du Canada et une photo du soldat vêtu de son uniforme.

Alexandre Bissonnette



Source : Facebook.com

NOTA :

repose sur des informations de sources ouvertes.

La présente évaluation

Les DÉFINITIONS et les directives de MANIPULATION DES RENSEIGNEMENTS se trouvent à la dernière page.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

Menace terroriste au Canada

Canada

MODÉRÉE ↔




Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste pourrait être posé au
Canada.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION



NIVEAUX DE LA MENACE // DÉFINITIONS

| | Le niveau :  est haussé  est baissé  demeure |
|--------------------|--|
| CRITIQUE | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est TRÈS PROBABLE ET POURRAIT ÊTRE IMMINENT. |
| ÉLEVÉ | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est PROBABLE. |
| MODÉRÉ | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste POURRAIT ÊTRE POSÉ. |
| FAIBLE | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est POSSIBLE MAIS PEU PROBABLE. |
| TRÈS FAIBLE | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est TRÈS PEU PROBABLE. |

Le CIET effectue une analyse quantitative et qualitative pour déterminer les niveaux de la menace terroriste. Plusieurs facteurs interviennent dans la détermination du niveau de menace dont les renseignements disponibles, les événements récents ainsi que l'intention des groupes terroristes, leurs moyens et la fréquence des attentats qu'ils commettent. Le CIET prévient cependant que les informations peuvent être incomplètes et que, quel que soit le niveau de menace, un acte de violence terroriste peut être perpétré sans avertissement ou presque.

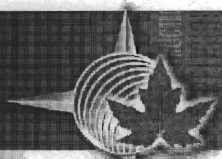
MISE EN GARDE

Le présent document est la propriété du Centre intégré d'évaluation du terrorisme (CIET) et a été préparé par celui-ci. Il s'appuie sur des informations qui proviennent de diverses sources et qui sont valables à la date de publication. Il est fourni à votre organisme ou ministère à titre confidentiel et peut être communiqué directement par votre organisme ou ministère à d'autres personnes selon le principe du besoin de savoir. Il ne doit pas être réutilisé, de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie, sans le consentement de l'expéditeur.

Les observations doivent être acheminées par courriel à :

Le présent document peut faire l'objet d'une exception aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. On pourra également s'opposer à la communication des informations ou des renseignements qu'il contient en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*. Ces informations ou renseignements ne doivent être ni communiqués ni utilisés comme preuve sans consultation préalable du CIET.





THREAT HIGHLIGHT

ITAC CIET Integrated Terrorism Assessment Centre



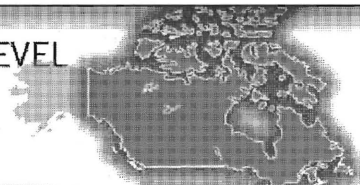
Canadian Security
Intelligence Service

TH 17/21-E // 2017-02-10

SECRET

UPDATE: Quebec City mosque shooting

TERRORISM THREAT LEVEL
FOR **CANADA**
remains at **MEDIUM**



Canadian Alexandre Bissonnette, a Quebec resident and University of Laval student, was responsible for carrying out a small-arms attack at the Grande mosque de Québec on 2017 01 29. According to media reporting on 2017 02 06, the RCMP described Bissonnette as a "criminal extremist". Bissonnette was charged with six counts of first-degree murder and five counts of attempted murder using a restricted firearm.

Since ITAC's initial assessment on 2017 01 30 (TH 17/12-Revised), open source reporting have provided some additional information. According to media reporting, Bissonnette called 911 after the attack to turn himself in.

Right-wing extremism in Canada



Source: Canadian Press

Canadian research published in *Studies in Conflict & Terrorism* in February 2016 found evidence that right-wing extremist groups are active in Canada, with concentrations in Quebec, western Ontario, Alberta and the lower mainland of British Columbia.

ASSESSMENT NOTE

This assessment is based on

open sources.

DEFINITIONS and HANDLING INSTRUCTIONS are located at the last page.

SECRET

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

CANADA

MEDIUM



ITAC

assesses that a violent act of terrorism in Canada could occur.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION



THREAT LEVEL // DEFINITIONS

Threat levels: ↑ raised ↓ lowered ↔ remains

| | |
|----------|---|
| CRITICAL | ITAC assesses that a violent act of terrorism is HIGHLY LIKELY and COULD OCCUR IMMINENTLY . |
| HIGH | ITAC assesses that a violent act of terrorism is LIKELY . |
| MEDIUM | ITAC assesses that a violent act of terrorism COULD OCCUR . |
| LOW | ITAC assesses that a violent act of terrorism is POSSIBLE BUT UNLIKELY . |
| VERY LOW | ITAC assesses that a violent act of terrorism is HIGHLY UNLIKELY . |

ITAC uses both quantitative and qualitative analysis in applying terrorism threat levels. The setting of threat levels is determined by several factors including current intelligence, recent events, as well as the intent, capabilities, and attack frequency of terrorist groups. ITAC cautions that the information may be incomplete and, regardless of the threat level applied, a violent act of terrorism may occur with little or no warning.

HANDLING INSTRUCTIONS

This document is the property of the Integrated Terrorism Assessment Centre (ITAC). Prepared by ITAC, it is derived from various sources with information effective as of the date of publication. It is provided to your agency/department in confidence and may be further disseminated by your agency/department to those with appropriate security clearances and appropriate security systems to retain the information. It must not be reclassified or reused in any way, in whole or in part, without the consent of the originator.

Any feedback should be directed via email to:
Internal Users: // External Users: |

This document constitutes a record which may be subject to mandatory exemption under the *Access to Information Act* or the *Privacy Act*. The information or intelligence may also be protected by the provisions of the *Canada Evidence Act*. The information or intelligence must not be disclosed or used as evidence without prior consultation with ITAC.





APERÇU DE LA MENACE

CIET ITAC Centre intégré d'évaluation du terrorisme



Service canadien
du renseignement
de sécurité

TH 17/21-F // 2017-02-15

SECRET

MISE À JOUR : Fusillade dans une mosquée de Québec

LE NIVEAU DE MENACE TERRORISTE POUR LE **CANADA**

demeure à MODÉRÉ

Le Canadien Alexandre Bissonnette, un résident de Québec étudiant à l'Université Laval, est responsable d'une attaque à l'arme légère perpétrée à la grande mosquée de Québec le 2017 01 29. D'après les informations des médias le 2017 02 06, la GRC a décrit Bissonnette comme un « extrémiste criminel ». Il fait face à six chefs d'accusation de meurtre au premier degré et à cinq chefs d'accusation de tentative de meurtre au moyen d'une arme à feu à utilisation restreinte.

Depuis l'évaluation initiale du CIET le 2017 01 30 (version révisée du rapport TH 17/12), des informations additionnelles ont été fournies par des

sources ouvertes. Selon les médias, Bissonnette a composé le 911 après l'attaque pour se livrer à la police.

Extrémisme de droite au Canada



Source : Presse canadienne

Selon un rapport de recherche publié en février 2016 dans *Studies in Conflict & Terrorism*, des groupes extrémistes de droite sont actifs au Canada, plus particulièrement au Québec, dans l'ouest de l'Ontario, en Alberta et dans la vallée du bas Fraser, en Colombie-Britannique. (NC//RFOS)

NOTE :

La présente évaluation repose sur des informations de sources ouvertes.

SECRET

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

CANADA

MODÉRÉ ↔




Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste pourrait être posé au

Canada.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION



NIVEAUX DE LA MENACE // DÉFINITIONS

| | Le niveau :  est haussé  est baissé  demeure |
|-------------|---|
| CRITIQUE | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est TRÈS PROBABLE ET POURRAIT ÊTRE IMMINENT. |
| ÉLEVÉ | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est PROBABLE. |
| MODÉRÉ | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste POURRAIT ÊTRE POSÉ. |
| FAIBLE | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est POSSIBLE MAIS PEU PROBABLE. |
| TRÈS FAIBLE | Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste est TRÈS PEU PROBABLE. |

Le CIET effectue une analyse quantitative et qualitative pour déterminer les niveaux de la menace terroriste. Plusieurs facteurs interviennent dans la détermination du niveau de menace dont les renseignements disponibles, les événements récents ainsi que l'intention des groupes terroristes, leurs moyens et la fréquence des attentats qu'ils commettent. Le CIET prévient cependant que les informations peuvent être incomplètes et que, quel que soit le niveau de menace, un acte de violence terroriste peut être perpétré sans avertissement ou presque.

MISE EN GARDE

Le présent document est la propriété du Centre intégré d'évaluation du terrorisme (CIET) et a été préparé par celui-ci. Il s'appuie sur des informations qui proviennent de diverses sources et qui sont valables à la date de publication. Il est fourni à votre organisme ou ministère à titre confidentiel et peut être communiqué directement par votre organisme ou ministère aux personnes qui possèdent la cote de sécurité nécessaire et les systèmes de sécurité appropriés pour conserver ces informations. Il ne doit être ni reclassifié ni réutilisé, de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie, sans le consentement de l'expéditeur.

Les observations doivent être acheminées par courriel aux adresses suivantes :
Destinataires à l'interne : // Destinataires à l'externe :

Le présent document peut faire l'objet d'une exception aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. On pourra également s'opposer à la communication des informations ou des renseignements qu'il contient en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*. Ces informations ou renseignements ne doivent être ni communiqués ni utilisés comme preuve sans consultation préalable du CIET.





Intelligence Assessment Évaluation du renseignement

CSIS IA 2016-17/43

Right-Wing Extremism in Canada: a Preliminary Assessment

Key Assessments

Québec City Attack

On January 29, 2017, Alexandre Bissonnette, a 27 year old resident of Québec City and student at the Université de Laval, shot multiple attendees inside the Grande mosquée de Québec, located near his apartment.

His attack resulted in the deaths of six individuals and the wounding of 19 others. Bissonnette has been charged with six counts of first degree murder and five counts of attempted murder using a restricted weapon.

While

open information suggests that he held extreme anti-Muslim, anti-immigration, anti-feminist and white-nationalist views,

CSIS/SCRS

Violent Right-Wing Extremism: More than Just Hate

1. Right-wing extremism in Canada includes a complex range of groups and individuals espousing a broad range of issues and grievances including: white supremacy/white nationalism/white religion, anti-Semitism, homophobia, nativism/anti-immigration, anti-government/anti-law enforcement and racism. Within this range of groups is a subset which either overtly, or under the guise of non-violent, cultural or religious preservation, focus their on-line hate towards Islam, Muslim immigrants, multiculturalism and those Canadian politicians who are seen as supporting Muslim-friendly legislation.

2.

Historically, right-wing extremist violence has been infrequent,¹

Never-the-less, there are more than a thousand hate-driven incidents reported to police in Canada each year.

Hate Crime in Canada

3. According to the most recent statistics produced by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS)¹, there were 1,295 cases of police-reported hate crime in 2014 as compared to 1,165 in 2013 (representing an increase of 11.2%). Toronto, Montréal and Vancouver reported the highest number of incidents in 2013 and 2014. That said, the cities of Hamilton and Thunder Bay reported the highest number of incidents per 100,000 people although the number of reported incidents for both cities decreased from 2013 to 2014 (from 95 to 82 and 25 to 16 incidents, respectively).

¹ The Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS), in co-operation with the policing community, collects police-reported crime statistics through the Uniform Crime Reporting Survey (UCR). The UCR Survey was designed to measure the incidence of crime in Canadian society and its characteristics.

Defining Violent and Non-Violent Right-Wing Extremism

Extremism is not defined in Canada's *Criminal Code*. For the purpose of this assessment, extremism is defined as holding political, social, economic, or religious views that propose far-reaching changes in society that conflict with, or pose a threat to, the democratic order, while supporting non-criminal and sometimes criminal acts to achieve these aims. Violent extremism, therefore, can be defined as serious threats, harm, murder, mayhem, and damage to property which are motivated and justified by extremist beliefs. At the heart of all right-wing extremism is hatred and fear. Only a very small number of people, however, act upon their extreme beliefs and engage in serious actions of violence or attempt to encourage others to do so.

Manifestation of Hate?

The Toronto Police Service identified an increase in the targeting of the Muslim community in November 2015 which it assessed could be attributed to negative backlash following the attacks in Paris, France, and the federal government's Syrian refugee resettlement plan.

4. In Québec City, the number of police-reported hate-crimes increased from 19 in 2013 to 50 in 2014. On a per 100,000 population basis, incidents increased from 2.4 in 2013 (below the national average of 3.3) to 6.3 in 2014 (above the national average of 3.7).
5. While there has been an increase in the number of police-reported hate-crimes nationally, the number of incidents per city varied, and in some cases decreased. Reported hate-crime in Montréal increased by 9.9% from 2013 to 2014 (and approximately 69% between 2013 and 2016). The Toronto Police Service experienced an 11.5% increase during the same period but witnessed a decline of approximately 8% from 2014 to 2015). Collectively the majority of police-reported hate-crimes were motivated by hatred of a religion (primarily Judaism and Islam) or ethnicity (Black, Arab/Southeast Asian).

Right-Wing Extremism in Canada

Right-Wing Extremism in Canada to 2006

6. Right-wing extremism and the resulting violence are not new in Canada. The country's first race riot occurred in Nova Scotia in 1784. Racial segregation was legalized in Ontario schools in 1849, and numerous acts of right-wing violence occurred against Chinese and Japanese immigrants to British Columbia during the late 19th and early 20th centuries, not to mention the range of discriminatory legislation targeting Canada's Indigenous population.

7.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

2 Neo-Nazis borrow elements from Nazi doctrine, including ultra-nationalism, racism, ableism, xenophobia, homophobia, anti-Semitism, and imitating the Fourth Reich. Holocaust denial is a common feature, as is incorporation of Nazi symbols and admiration of Adolf Hitler. Racist skinheads may also be neo-Nazis but are more prone to extreme violence towards non-white immigrants as well as anti-racist activists and non-racist skinheads whom they consider traitors.

8. Despite attempts by the violent right-wing extremist milieu to capitalize upon the 9/11 terrorist attacks, and through the use of racist music and the internet,

Right-Wing Extremism in Canada Since 2006

Many of the groups identified in 2006 have disbanded

Despite these limitations there have been numerous incidents of violence perpetrated by right-wing extremists since 2006.

10. There has been a significant growth of on-line groups (such as on Facebook) since 2006, focussing on a broad range of extreme right-wing positions, including white supremacy.

**Anders Breivik
"The New Far Right"**

On July 22, 2011, Breivik detonated a car bomb in Oslo, Norway, killing eight people and critically injuring more than ten others. He subsequently travelled to the island of Utoya where he shot and killed 69 people at a youth camp run by the youth league of the Norwegian Labour Party.

Breivik explained his extreme right-wing views (anti-Islam, anti-immigration and anti - multiculturalism) in his 1,516-page manifesto.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

Anti-Government, Anti-Police Ideology

18. a sub set which holds extreme anti-government, anti-law enforcement views. Often referred to in Canada as Freemen on the Land (FOTL), the ideology originated in the United States within the much more violent Sovereign Citizen Movement and is often linked to various U.S. militia groups. Generally speaking, Freemen regard government as a corporation, and an individual's relationship to it as contractual. Therefore, adherents to the ideology assert that they have the right to separate themselves from the government, or renegotiate their relationship with it. In order to become free, or sovereign, individuals submit a "claim of rights" to any legislated governmental authority of their choice. In their view, this act permits an individual to become "a human being" who lawfully revokes or denies consent to be represented and governed, and exists completely free of all statutory restraints.

The Moncton Shooting

While the vast majority of FOTL adherents are non-violent, it should be noted that in June 2014, Justin Bourque shot five RCMP officers, killing three and seriously wounding two. Bourque had previously espoused online a range of anti-law enforcement and other views shared by FOTL adherents.

19. This applies to almost all elements of their lives. For example, adherents deny the government (or the Crown) the authority to levy taxes, require driver's licenses or register weapons.

Right-Wing Extremism in Québec

21. Media reporting from January 22, 2017 suggests that hate crime in Québec increased by almost 40% from 2013 to 2014, while the incidents of reported hate crime in Montréal increased by approximately 69% from 2013 to 2016.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

Right-Wing Extremism in the United States and Western Europe

27.

According to the Extremist Crime Database, there were over 370 homicides committed by violent right-wing extremists in the U.S. from 1990–2010, claiming more than 600 lives.

29. According to the Southern Poverty Law Center⁴, the number of hate groups in the U.S. reached a peak of 1,018 in 2011, followed by a steep decline to 784 by 2014.

30. In Europe, right-wing extremism is widespread, driven by unemployment, immigration, nativism, anti-Semitism, and anti-Islamic sentiment. The last decade has seen the most visible

Dylan Roof: The Modern Face of Domestic Terrorism?

According to the U.S. Congressional Research Service, Dylan Roof (the perpetrator of the 2015 Emanuel African Methodist Episcopal Church massacre) acted alone and was not a member of a racist hate group.

Instead, he appears to have been indoctrinated into the world of white nationalism online. In his 2,400-word manifesto, for example, he described becoming “racially aware” in the world of white supremacist websites following the controversy over the death of Trayvon Martin in 2012.

As he was murdering his victims, Roof told them that black people were “taking over our country” and “rap[ing] our women.”

⁴ The Southern Poverty Law Center is an American non-profit legal advocacy organization specializing in civil rights and public interest litigation.

cases featured in the media, including the discovery of the National Socialist Underground in Germany, Anders Breivik's attacks in Norway, a string of serial murders of Roma and ethnic minorities in Hungary and Sweden, and the 2016 murder of British Labour Party politician Jo Cox by an ultra-nationalist. right-wing organizations in Europe are more openly affiliated with registered political parties. Far right political parties such as the Front National (France), Alternative für Deutschland (Germany), Party for Freedom (Netherlands), and Golden Dawn (Greece) promote policies which appeal to the broader right-wing extremist milieu. In Germany, for example, various fringe neo-Nazi groups continue to engage in serious acts of violence against visible minorities and recent immigrants/ asylum seekers. Other extreme groups such as PEGIDA have attempted to capitalize on populist anger on a range of issues, including globalization, immigration and multiculturalism. In 2013, Germany's domestic security agency estimated that there were almost 22,000 far-right extremists in the country, with roughly 10,000 considered potentially militant. The Federal Office for the Protection of the Constitution reported 1,408 acts of far-right violence in 2015, compared to 990 in 2014.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

publications@csis-scrs.gc.ca

CSIS_PUBLICATIONS / SCRS_PUBLICATIONS

This document is the property of the Canadian Security Intelligence Service (CSIS). It is loaned to your agency / department in confidence, for internal use only. It must not be reclassified or disseminated, in whole or in part, without the consent of the originator. If you are subject to freedom of information or other laws which do not allow you to protect this information from disclosure, notify CSIS immediately and return the document.

This document is the property of the Canadian Security Intelligence Service and may constitute "special operational information" as defined in the *Security of Information Act*. It is loaned to your agency / department in confidence. It must not be reclassified or disseminated, in whole or in part, without the consent of the originator.

Since disclosure of information contained in this document might be injurious to national security, the Canadian Security Intelligence Service (CSIS) objects to its disclosure before a court, person or any body with jurisdiction to compel its production or disclosure. The CSIS may take all steps pursuant to the *Canada Evidence Act* or any other legislation to protect this information or intelligence from production or disclosure.

This information is provided to your agency for intelligence purposes only. Notwithstanding other caveats on this information, if your agency's use or disclosure of the information results in the detention of a person or the taking of any action against a person, such action must be in accordance with international law, including the United Nations *Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment*.

This information is provided to your agency for intelligence purposes only. It is loaned to your agency / department in confidence for internal use. No lethal action may be taken on the basis of this information.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION



Intelligence Assessment Évaluation du renseignement

ER du SCRS n° 2016-17/43

SECRET//

7 février 2017

Évaluation préliminaire de l'extrémisme de droite au Canada

Conclusions principales

L'attaque de Québec

Le 29 janvier 2017, Alexandre Bissonnette, résident de Québec et étudiant à l'Université Laval âgé de 27 ans, a ouvert le feu sur les fidèles à l'intérieur de la Grande mosquée de Québec, située près de son appartement.

L'attaque a fait six morts et 19 blessés. Bissonnette fait face à six accusations de meurtre au premier degré et à cinq accusations de tentative de meurtre commise avec une arme à autorisation restreinte.

Si les informations de sources

ouvertes

donnent à penser qu'il avait des opinions extrêmes opposées aux musulmans, à l'immigration et au féminisme et favorables à la suprématie blanche,

CSIS/SCRS

L'extrémisme de droite violent : plus que juste de la haine

1. L'extrémisme de droite au Canada est constitué d'un ensemble complexe de groupes et d'individus qui professent un large éventail d'idéologies et de doctrines comme la suprématie blanche (aussi appelée nationalisme blanc ou religion blanche), l'antisémitisme, l'homophobie, le nativisme (ou refus de l'immigration), l'opposition au gouvernement et aux organismes d'application de la loi et le racisme. Cet amas de groupes comprend un sous-ensemble qui, ouvertement ou sous prétexte de préserver de façon non violente la culture ou la religion, concentre sa haine en ligne sur l'islam, les immigrants musulmans, le multiculturalisme et les politiciens canadiens qui semblent soutenir les mesures législatives favorables aux musulmans.

2.

Dans le passé,

les actes de violence extrémiste de droite ont été peu fréquents,

Définir l'extrémisme de droite violent et non violent

L'extrémisme n'est pas défini dans le *Code criminel* du Canada. Dans la présente évaluation, l'extrémisme s'entend de l'adhésion à des opinions politiques, sociales, économiques ou religieuses qui tendent à de profondes transformations de la société incompatibles avec l'ordre démocratique, et même menaçantes, et qui appuient la perpétration d'actes non criminels et parfois criminels pour atteindre ces objectifs. L'extrémisme violent peut donc s'entendre des menaces graves, des méfaits, des assassinats, du désordre et des dommages matériels qui sont motivés et justifiés par des convictions extrémistes. La haine et la peur sont au cœur de tout extrémisme de droite. Seul un très petit nombre de personnes, cependant, agissent selon leurs convictions extrémistes et se livrent à de graves actes de violence ou essaient d'en encourager d'autres à le faire.

Néanmoins, plus d'un

millier d'incidents motivés par la haine sont signalés à la police au Canada chaque année.

Les crimes haineux au Canada

3. Selon les plus récentes statistiques établies par le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ)¹, 1 295 crimes haineux ont été déclarés par la police en 2014 comparativement à 1 165 en 2013 (soit une augmentation de 11,2 %). Toronto, Montréal et Vancouver sont les villes qui ont enregistré le plus grand nombre de crimes haineux en 2013 et 2014. Cela dit, Hamilton et

Manifestation de haine?

Le Service de police de Toronto a constaté une augmentation du nombre des incidents visant la communauté musulmane en novembre 2015 qui pourrait être attribuée à une réaction très négative aux attentats de Paris, en France, et au plan de réinstallation de réfugiés syriens du gouvernement fédéral.

¹ Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ), en collaboration avec les services de police, recueille des données sur les actes criminels déclarés par la police dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC). Le Programme DUC a pour objet de mesurer la fréquence des crimes dans la société canadienne ainsi que leurs caractéristiques.

Thunder Bay sont celles qui ont affiché les taux les plus élevés de crime haineux pour 100 000 habitants, bien que le nombre des crimes déclarés pour les deux villes ait diminué de 2013 à 2014 (passant de 95 à 82 et de 25 à 16 incidents, respectivement).

4. À Québec, le nombre de crimes haineux déclarés par la police est passé de 19 en 2013 à 50 en 2014. Exprimé sous forme de taux pour 100 000 personnes, le nombre d'incidents est passé de 2,4 en 2013 (en dessous de la moyenne nationale de 3,3) à 6,3 en 2014 (au-dessus de la moyenne nationale de 3,7).

5. Malgré une augmentation du nombre des crimes haineux déclarés par la police à l'échelle nationale, le nombre d'incidents par ville a varié et même diminué dans certains cas. Le nombre de crimes haineux déclarés à Montréal a augmenté de 9,9 % de 2013 à 2014 (et d'environ 69 % entre 2013 et 2016). Le Service de police de Toronto a connu une augmentation de 11,5 % pendant la même période, mais a constaté une diminution d'environ 8 % de 2014 à 2015). Collectivement, la majorité des crimes haineux déclarés par la police étaient motivés par la haine d'une religion (principalement le judaïsme et l'islam) ou d'une origine ethnique (les Noirs, les Arabes ou les Asiatiques du Sud-Est).

L'extrémisme de droite au Canada

L'extrémisme de droite au Canada jusqu'en 2006

6. L'extrémisme de droite et la violence qui en découle ne sont pas nouveaux au Canada. La première émeute raciale du pays s'est produite en Nouvelle-Écosse en 1784. La ségrégation raciale a été légalisée dans les écoles de l'Ontario en 1849, et de nombreux actes de violence de droite ont été commis contre les immigrants chinois et japonais en Colombie-Britannique à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, sans oublier l'ensemble des lois discriminatoires visant les populations autochtones du Canada.

7.

8. Malgré les tentatives du milieu extrémiste de droite violent de tirer parti des attentats terroristes du 11 septembre 2001 et d'utiliser la musique raciste et l'internet,

L'extrémisme de droite au Canada depuis 2006

9.

Bon nombre des groupes mentionnés dans le rapport de 2006 se sont dissous

Malgré tout, de nombreux actes de violence ont été commis par des extrémistes de droite depuis 2006.

10. A été constatée depuis 2006 une augmentation considérable du nombre de groupes en ligne (p. ex. sur Facebook) préconisant un large éventail de positions d'extrême droite, dont la suprématie blanche.

Anders Breivik

« La nouvelle extrême droite »

Le 22 juillet 2011, Breivik a fait exploser une voiture piégée à Oslo, en Norvège, faisant huit morts et plus de dix blessés graves. Il s'est ensuite rendu sur l'île d'Utoya où il a abattu 69 personnes dans un camp administré par l'aile jeunesse du Parti travailliste norvégien.

Breivik a expliqué ses opinions d'extrême droite (anti-islam, anti-immigration et antimulticulturalisme) dans son manifeste de 1 516 pages.

violence extrême contre les immigrants non blancs ainsi que contre les activistes antiracistes et les skinheads non racistes, qu'ils considèrent comme des traîtres.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

Opposition au gouvernement et aux forces de l'ordre

18. Il existe un sous-groupe qui exprime des opinions extrêmes contre le gouvernement et les forces de l'ordre. Souvent désigné au Canada sous le nom de Freeman on the Land (FOTL), ce groupe a pris naissance aux États-Unis au sein du Sovereign Citizen Movement, mouvement beaucoup plus violent, et est souvent associé à diverses milices américaines. En règle générale, les FOTL considèrent le gouvernement comme une entreprise avec laquelle un individu entretient des liens contractuels. Ainsi, ils affirment avoir le droit de s'en dissocier ou de renégocier leur relation avec lui. Pour se libérer ou devenir souverains, ils soumettent une « demande de revendication de droits » à toute autorité gouvernementale reconnue de leur choix. Selon eux, cet acte leur permet de s'affirmer en tant qu'« humains » qui refusent en toute légitimité d'être représentés ou gouvernés, et ainsi d'être libérés de toute contrainte législative.

La fusillade de Moncton

Même si la vaste majorité des FOTL sont non violents, il convient de signaler qu'en juin 2014, Justin Bourque a tiré sur cinq agents de la GRC. Trois agents sont morts, alors que les deux autres ont été grièvement blessés. Bourque avait indiqué en ligne qu'il partageait certains des points de vue des FOTL, dont leur opposition aux forces de l'ordre. (NC)

19. L'idéologie des FOTL s'applique à presque tous les aspects de leur vie. Par exemple, les adhérents rejettent le pouvoir du gouvernement (ou de l'État) de percevoir l'impôt, d'exiger un permis de conduire ou de les obliger à enregistrer leurs armes.

Extrémisme de droite au Québec

21. Selon un reportage du 22 janvier 2017, les crimes haineux à Québec auraient augmenté d'environ 40 % de 2013 à 2014, alors qu'à Montréal, la hausse des crimes haineux signalés aurait été d'environ 69 % de 2013 à 2016.

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

L'extrémisme de droite aux États-Unis et en Europe de l'Ouest

27.

Selon

l'Extremist Crime Database, de 1990 à 2010, les extrémistes de droite violents ont commis plus de 370 homicides aux États-Unis, lesquels ont coûté la vie à plus de 600 personnes.

Dylann Roof : visage contemporain du terrorisme national?

D'après le U.S. Congressional Research Service, Dylann Roof (auteur du massacre à l'Église épiscopale méthodiste africaine Emanuel en 2015) a agi seul et n'était pas membre d'un groupe haineux raciste.

Il semble avoir été initié en ligne au nationalisme blanc. Dans son manifeste de 2 400 mots, par exemple, il a indiqué avoir été sensibilisé aux questions raciales en consultant les sites Web des suprémacistes blancs à la suite de la controverse entourant la mort de Trayvon Martin en 2012.

Au moment de tuer ses victimes, Roof aurait lancé que les Noirs « envahissent notre pays » et « violent nos femmes ». (NC)

29. Selon le Southern Poverty Law Center⁴, le nombre de groupes haineux aux États-Unis a atteint un sommet de 1 018 en 2011, puis a diminué de façon marquée par la suite pour s'établir à 784 en 2014.

30. En Europe, le chômage, l'immigration, le nativisme, l'antisémitisme et le sentiment islamophobe alimentent l'expansion de l'extrémisme de droite. Les médias ont d'ailleurs couvert les cas les plus notoires de la dernière décennie. Il suffit de penser à la découverte du groupuscule Clandestinité national-socialiste en Allemagne, aux attentats d'Anders Breivik en Norvège, aux meurtres en série de Roms et de membres d'autres minorités ethniques en Hongrie et en Suède et à l'assassinat en 2016 par un ultranationaliste de la députée travailliste britannique Jo Cox.

les organisations d'extrême droite en Europe sont plus ouvertement affiliées à des partis politiques enregistrés. Les partis politiques d'extrême droite comme le Front national (en France), l'Alternative pour l'Allemagne (en Allemagne), le Parti pour la liberté (aux Pays-Bas) et Aube dorée (en Grèce) font la promotion de politiques qui séduisent le milieu de l'extrême droite en général. En Allemagne, par exemple, divers groupes

⁴ Le Southern Poverty Law Center est un organisme américain sans but lucratif de défense des droits qui se spécialise dans les droits de la personne et les litiges d'intérêt public.

SECRET//

ER du SCRS n° 2016-17/43

7 février 2017

néonazis marginaux continuent de commettre des actes de violence grave contre des minorités visibles et de récents immigrants ou demandeurs d'asile. D'autres groupes extrémistes comme PEGIDA ont tenté d'exploiter la colère de la population face à une gamme de questions, dont la mondialisation, l'immigration et le multiculturalisme. En 2013, le service de sécurité allemand a évalué à 22 000 le nombre d'extrémistes de droite au pays, dont environ 10 000 étaient considérés comme susceptibles de basculer dans le militantisme. En 2015, l'Office fédéral de protection de la Constitution a signalé 1 408 actes de violence commis par des extrémistes de droite par rapport à 990 en 2014.

Perspectives

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

PROCESSED BY CSIS UNDER THE
PROVISIONS OF THE PRIVACY ACT AND/OR
ACCESS TO INFORMATION ACT.
RÉVISÉ PAR LE SCRS EN VERTU DE LA LOI
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET/OU DE LA LOI SUR L'ACCÈS
À L'INFORMATION

SECRET//

ER du SCRS n° 2016-17/43

7 février 2017

publications@csis-scrs.gc.ca

CSIS_PUBLICATIONS / SCRS_PUBLICATIONS

Le présent document est la propriété du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Il est transmis à votre organisme ou ministère à titre confidentiel, pour usage interne seulement. Il ne doit être ni reclassifié ni communiqué, en tout ou en partie, sans le consentement de l'expéditeur. Si vous êtes assujetti à une loi sur l'accès à l'information ou à d'autres lois qui vous empêchent de protéger les informations qu'il contient, veuillez en informer le SCRS immédiatement et lui retourner le document.

Le présent document est la propriété du Service canadien du renseignement de sécurité et peut constituer des « renseignements opérationnels spéciaux », au sens de la *Loi sur la protection de l'information*. Il est transmis à votre organisme ou ministère à titre confidentiel. Il ne doit être ni reclassifié ni communiqué, en tout ou en partie, sans le consentement de l'expéditeur.

Comme la communication du présent document pourrait porter atteinte à la sécurité nationale, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) s'oppose à sa divulgation auprès d'un tribunal, d'un organisme ou d'une personne ayant le pouvoir de contraindre la production ou la divulgation de renseignements. Le SCRS prendra toutes les mesures autorisées par la *Loi sur la preuve au Canada* ou toute autre loi afin d'empêcher la production ou la divulgation de ces informations ou de ces renseignements.

Les informations contenues dans le présent document vous sont fournies uniquement à des fins de renseignement. Nonobstant les autres mises en garde qui accompagnent ces informations, il est entendu que toute mesure prise contre une personne, y compris sa détention, par suite de l'utilisation ou de la divulgation de ces informations par votre service doit être conforme au droit international, et notamment à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Les informations contenues dans le présent document vous sont fournies uniquement à des fins de renseignement. Elles sont transmises à votre organisme ou ministère à titre confidentiel, pour usage interne. Elles ne peuvent servir de fondement à des mesures susceptibles de causer la mort.